

QUÉBEC, LE 5 AVRIL 2005

Café Chez Temporel, 25 rue Couillard, Vieux-Québec

Autour de : « Immigration, colonisation et propagande »,
une incursion dans l'inconscient collectif des Québécois.

Invité : Serge Courville

Chers amis,

Mon nom est Jules Lamarre.

Au nom du Groupe de recherche en développement international et du département de géographie de l'Université Laval, permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue à notre huitième café géographique du Québec.

Ce soir, nous avons le plaisir d'accueillir monsieur Serge Courville, professeur retraité du département de géographie de l'Université Laval.

M. Courville a accepté de nous entretenir du thème : Autour de : « Immigration, colonisation et propagande », un ouvrage qu'il a publié en 2002. Il nous propose une incursion dans l'inconscient collectif des Québécois.

Pour introduire le Professeur Courville, ainsi que le sujet de sa présentation, permettez-moi de vous citer un paragraphe que j'ai tiré du journal le « Fil des événements » du 17/10/2002 :

« Auteur de nombreux ouvrages d'histoire et de géographie, Serge Courville s'intéresse depuis longtemps au phénomène de la colonisation. Décidé à lier cette réalité québécoise avec ses corrélats ailleurs sur le globe, il a, en fait, enclenché le travail le plus excitant de sa vie. Son tempérament de détective aidant, de même que la consultation de centaines de documents (...), une filiation très claire lui est apparue qui devrait désormais empêcher d'exagérer l'originalité de l'expérience québécoise . »

Sans plus tarder, je cède la parole à monsieur Serge Courville.

Monsieur Serge Courville a eu l'amabilité de nous faire parvenir le texte qu'il avait rédigé en prévision de sa présentation à notre café-géo. C'est avec plaisir que nous reproduisons ce texte dans son intégralité.

AUTOUR DE IMMIGRATION, COLONISATION ET PROPAGANDE
Petite incursion dans l'inconscient collectif des Québécois

Communication présentée au Café-géo de Québec, le 5 avril 2005-04-07

**par
Serge Courville (1)**

RÉSUMÉ

Dans sa quête identitaire, le Québec a surtout recherché ses origines françaises. Plus récemment, il a découvert son américanité. Plus rarement a-t-il reconnu l'influence britannique, en dépit de son apport dans la culture québécoise. L'un des domaines où cette influence a été très marquée a été celui du discours de colonisation. Largement ignorée des chercheurs, elle a nourri la propagande de l'élite clérico-religieuse du Québec en faveur des plateaux, en servant même de structure d'accueil aux références françaises et américaines. Les propagandistes québécois ont été d'autant plus empressés d'adopter les thèmes et la rhétorique de leurs homologues britanniques, qu'ils étaient eux-mêmes admiratifs de leurs accomplissements. En témoigne la similitude de discours retrouvé dans les brochures de propagande publiées au XIX^e et même encore au XX^e siècle, tant au Québec et au Canada que dans les autres colonies britanniques, et même aux États-Unis, où les propagandistes britanniques ont été aussi très actifs. Bien plus, quand à leur tour les propagandistes québécois rechercheront l'immigrant européen, c'est encore aux mêmes thèmes qu'ils auront recours pour vanter les mérites de la province.

L'ÂGE DE L'IMMIGRATION

L'un des phénomènes marquants du XIX^e siècle reste sans contredit l'immense brassage de population qui amène plus de 50 à 60 millions d'Européens à quitter leur terre d'origine pour aller s'établir dans les Nouveaux Mondes. Pour la plupart des observateurs, c'est là une conséquence directe de l'augmentation « inconsiderée » de la population. Ainsi, au début du XIX^e siècle, l'effectif européen se chiffre à 180 millions d'habitants, soit le cinquième de la population mondiale (874 millions). À la veille de la Première Guerre mondiale, il sera de quelque 460 millions d'habitants, soit plus de 27 % de la population du globe (1,7 milliard d'habitants). Conjugée aux difficultés qui entourent la montée de la « nouvelle » économie, cette croissance fera craindre les pires excès.

En réaction, certains réclament des réformes. D'autres, beaucoup plus nombreux, militent en faveur de l'émigration, qui, croient-ils, protégera l'emploi et réduira les tensions démographiques et sociales. Formulé dès les premières décennies du siècle, leur appel devient de plus en plus pressant et conforte ceux qui ont déjà pris la décision de partir, atteints eux aussi par cette fièvre migratoire qui embrasera bientôt toute l'Europe.

Parmi les pays qui participent le plus au mouvement figurent l'Angleterre et le Pays de Galles (11,4 millions d'émigrants de 1815 à 1930), l'Italie (9,9), l'Irlande (7,3), l'Autriche-Hongrie (5), l'Allemagne, incluant une partie de la Pologne (4,8), l'Espagne (4,4), la Russie, incluant aussi

une partie de la Pologne (3,1), le Portugal (1,8), la Suède (1,2) et la Norvège (0,8). Ceux qui y ont contribué le moins – encore qu’il faille ici prendre en compte la taille de la population – sont la Finlande (0,4), la France (0,4), le Danemark (0,4), la Suisse (0,3), la Hollande (0,2) et la Belgique, qui ne compte que 200 000 départs de 1815 à 1930.

Loin d’être continu, le flot progresse par vagues, chacune plus importante que la précédente, et connaît ses sommets au cours des années 1854, 1873, 1883, 1907 et 1913. Il commence dans le nord-ouest de l’Europe, pour ensuite se déplacer vers le sud et l’est du continent. Ainsi, dans la première moitié du XIX^e siècle, les plus forts contingents viennent de Grande-Bretagne et d’Irlande. Au milieu du XIX^e siècle, ils s’enflent d’émigrants venus d’Allemagne et de Scandinavie. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, l’élan atteint la Norvège, la Suède, certaines régions d’Allemagne, l’Irlande et la Suisse, et il traverse l’Italie, ainsi que plusieurs pays de l’est et du sud de l’Europe (Baines, 1995). Il ne se restreindra que dans les années 1920, quand les États-Unis adoptent leurs *Restriction Acts*. Les migrations au sein de l’Europe deviennent alors plus importantes que les migrations outre-Atlantique.

Quant aux destinations recherchées, elles suivent les routes de commerce et avantagent surtout l’Amérique du Nord, en particulier les États-Unis. À lui seul, ce pays accueille plus de 69 % de ceux qui, de 1815 à 1930, choisissent de quitter leur pays d’origine. Au total, cela représente quelque 37,3 millions de personnes. De ce nombre, 32,6 millions viennent d’Europe et 4,7, des Amériques. Mais il est vrai que, de tous les immigrants entrés aux États-Unis, le tiers environ quitteront ce pays par la suite. Dans l’hémisphère austral, les courants favorisent surtout l’Argentine (6,4 millions d’immigrants de 1815 à 1930), le Brésil (4,3 millions) et l’Australie (3,5 millions). Le Canada pour sa part en accueille 7,2 millions au cours de la même période, dont 2,5 millions se dirigent ensuite vers les États-Unis, ce qui laisse un solde d’environ 4,7 millions d’individus ayant élu domicile au pays. Le problème est particulièrement marqué au Québec où, pendant chaque décennie suivant la Confédération le solde migratoire est négatif, ce qui indique que même les Canadiens français quittent. Cette émigration de ressortissants canadiens n’est pas propre au Québec; le phénomène s’étend aussi, à des degrés divers, à l’Ontario et aux autres provinces canadiennes. Pourtant, ce n’est pas faute d’avoir multiplié les promesses...

UN PROBLÈME D’INTERPRÉTATION

Dans le cas particulier du Québec, deux grandes hypothèses ont été proposées pour rendre compte du discours sur la colonisation. La première, et la plus ancienne, fait de cet appel un discours profondément réactionnaire qui, malgré ses rationalités issues des idéologies libérales et démocratiques, ne visait qu’à implanter dans les plateaux une société féodale et théocratique isolée de l’Amérique capitaliste. La deuxième juge cette interprétation trop ethnocentrique et fait de la colonisation nordique et du discours qui l’entoure des expressions du rêve américain, nourries des mêmes utopies quant aux chances de succès et de bonheur offertes par l’Ouest américain. N’est-ce pas dans les cantons du Nord que se trouve, en effet, « la vraie Californie », selon les propagandistes québécois?

Cette thèse est intéressante à plusieurs égards. D’abord, parce qu’elle désenclave l’espace québécois pour l’inscrire plus franchement dans son contexte nord-américain. Ensuite, parce qu’elle tient mieux compte de la puissance d’attraction – et donc de l’influence – américaine

auprès de la population rurale du Québec, dont une importante frange a d'ailleurs choisi d'émigrer dans ce pays. Enfin, parce qu'elle étend à une partie de l'élite québécoise un réflexe jusque-là réservé aux couches populaires, ce qui fait de la culture savante québécoise une culture ouverte à des horizons géographiques plus larges que le Québec et la France.

Le problème avec ces théories est qu'elles ne tiennent pas suffisamment compte de la place qu'a occupée le Québec dans les univers politiques et économiques auxquels il était rattaché.

Il ne s'agit pas ici de nier les influences française et américaine dans le discours québécois de colonisation : trop d'exemples les démontrent. Il ne faut pas non plus nier la puissance d'attraction – et donc l'influence – américaine auprès de la population rurale du Québec, dont une importante frange a d'ailleurs choisi d'émigrer dans ce pays. Cependant, il serait faux de croire que le Québec a évolué en marge de l'empire, au contraire. Faisant partie du Canada, la province a des rapports étroits avec la Grande-Bretagne. De plus, comme cette dernière est une référence essentielle dans les domaines de l'économie politique et de la colonisation, non seulement en Amérique et dans les colonies de peuplement britannique, mais même en Europe, en France notamment, où les tenants de la colonisation sont nombreux à se réclamer de ses influences, les idées britanniques circulent au Québec, dans la presse notamment. En témoigne, par exemple, ce propos d'Étienne Parent un journaliste 'Patriote' au moment de la Rébellion de 1837-1838, qui disait: « Si les Canadiens Français veulent survivre en Amérique, ils doivent imiter les Anglais, cette nation de petits boutiquiers qui a osé tenir tête à Napoléon ».

Parent ne fut pas le seul – ni le dernier – intellectuel de son temps à admirer la civilisation britannique. Bien d'autres le firent également, en se réjouissant de faire partie du Canada et de l'empire britannique, le plus puissant empire qui soit au monde. Comme le soutenait le curé Labelle en 1880, « N'est-il pas à croire que Dieu en nous faisant naître sur le sol chéri du Canada, dans l'empire britannique, nous a marqué pour toujours notre place dans notre beau pays et non ailleurs ? »

Comment expliquer cette admiration pour une nation que d'autres jugent pourtant responsable des malheurs collectifs (conquête britannique de 1759-1760, échec insurrectionnel de 1837-1838, pendaison de Louis Riel, etc.)?

Une piste d'explication peut être fournie par l'attrait de la technologie britannique, qui a si profondément pénétré l'univers domestique du Québec. Une autre, par la qualité des emprunts institutionnels, qui a si différemment marqué notre culture politique et nos systèmes sociaux, que ce soit dans le domaine économique, de la santé ou de l'éducation.

La nôtre a été d'examiner le discours dominant de l'époque, qui fut lui aussi très profondément influencé par les propositions britanniques. En témoignent les brochures réalisées pour convaincre l'immigrant de venir s'établir dans les plateaux. En les comparant à celles réalisées ailleurs dans le monde, on constate que les arguments en faveur de l'émigration et de la colonisation ont été partout les mêmes, quels que soient le lieu ou la période considérés. Et cela vaut autant pour le Québec que pour les autres colonies britanniques, incluant les États-Unis où les propagandistes britanniques ont été aussi très actifs. Au Québec, cependant, c'est moins de la métropole que des branches canadienne et américaine de la 'race anglo-saxonne' que viendra l'influence britannique. Elle viendra aussi des fonctionnaires et propagandistes du gouvernement

provincial, dont plusieurs ont appris leur métier en travaillant d'abord pour le gouvernement fédéral. Ce fut le cas, notamment de Stanislas Drapeau (1887), de l'abbé Proulx (1886, 1888) et même du célèbre curé Labelle (1880), qui fut même, pendant un temps, agent d'immigration pour le Canada en Europe. Ils emprunteront souvent tels quels, leurs arguments aux auteurs anglophones.

Même médiatisée, cependant, l'influence britannique n'en sera pas moins réelle.

UN « GRAND QUÉBEC » MAIS UN QUÉBEC TOUT DE MEME

Au lendemain des Troubles de 1837-38, nombreux sont ceux qui ont une vision sombre de l'avenir de la race française en Amérique. Le problème devient plus inquiétant encore après la Confédération canadienne. À ceux qui craignent que le Québec ne perde sa place au sein du Dominion, tant l'émigration des Canadiens français vers les États-Unis s'accélère, s'ajoutent ceux qui déplorent la misère des villes et souhaitent profiter de la remise des terres de la Compagnie de la Baie d'Hudson au Canada pour étendre la juridiction de la province vers le nord, comme au Manitoba et en Ontario. Là, disent-ils, on trouvera de bonnes terres pour l'agriculture et des ressources utiles pour l'économie du sud, ce qui devrait mettre un frein à l'émigration aux États-Unis.

D'où l'idée de lancer de vastes programmes de colonisation intérieure soutenue par une entreprise similaire de propagande destinée à convaincre les cultivateurs, les chômeurs et même l'immigrant européen de venir s'établir dans ces nouvelles "Terres promises". Se fondant sur l'idée que, comme en Angleterre, la vallée du Saint-Laurent connaît de graves problèmes démographiques (alors qu'en fait les densités rurales diminuent!), ils insistent pour faire de ces programmes un véritable projet de société, qui ralliera toutes les couches sociales. Et l'ère étant au libre-échange et au laisser-faire économique, c'est à l'Église catholique du Québec qu'il reviendra d'en prendre charge, aidée des sociétés de colonisation. Quant au rôle du gouvernement, il se limitera à l'arpentage des cantons et, éventuellement, à la construction de routes et de chemins de fer, et encore, par l'intermédiaire de compagnies privées. Ce n'est qu'à partir des années 1930 qu'il s'engagera dans la colonisation active, avec l'aide de l'Église et de ses sociétés alliées.

Comme leurs homologues canadiens, les propagandistes québécois font de 'leurs' espaces de colonisation des « Terres des pauvres ». En même temps, ils recherchent des immigrants aptes à l'agriculture et pourvus de capital. Et, comme tous les propagandistes de leur époque, ils sollicitent les capitalistes, pour mettre en valeur des projets d'exploitation minière et forestière qui procureront de l'emploi aux colons. Surtout, ils valorisent la construction de lignes de chemin de fer, comme moyen d'accélérer la colonisation et de la rendre plus attrayante aux étrangers. Enfin, comme l'immigrant nanti a tendance à émigrer vers l'Ouest ou, pire encore, aux États-Unis, choix condamné avec la même vigueur que dans le reste du Canada, ils insistent sur le faible prix des terres publiques, les sommes consenties par le gouvernement pour soutenir l'agriculture et la colonisation, l'appui offert par les sociétés de colonisation, les agronomes et les sociétés d'agriculture, la présence de chantiers où écouler ses produits et trouver du travail pendant l'hiver et la proximité des marchés urbains. Quant à leurs ambitions nordiques, elles font écho aux expériences du Canadien Pacifique dans le nord des Prairies et au discours des

propagandistes ontariens pour les parties encore inoccupées de leur Nord-Ouest, qu'on disait tout aussi propices à l'agriculture que les régions situées plus au sud.

Même l'idée de lancer des programmes de colonisation intérieure « dirigés » par l'Église ou par l'État n'est pas propre au Québec. Inspirée de la *Home Colonization* britannique, elle trouve son origine à Java, où le général Van den Bosch a pu apprécier les techniques agricoles des immigrants chinois vivant à proximité de son domaine. Impressionné par les rendements que ceux-ci obtiennent, il les invite à rejoindre les rangs de ses ouvriers. Ils améliorent tant sa plantation que, lorsque celle-ci est vendue, la vente rapporte plus de 600 % de bénéfices à son propriétaire. À son retour en Hollande, Van den Bosch milite en faveur de la création de colonies destinées à accueillir les pauvres du royaume. L'idée gagne rapidement l'Angleterre où, dès la fin des années 1820, toute une série de pamphlétaires entreprennent de vanter ce « remède national », seul capable, selon eux, de chasser le spectre de la pauvreté. Même l'Église d'Angleterre voudra elle aussi s'engager dans le mouvement, en proposant la création de villages autosuffisants, où pourront être établies des centaines de familles pauvres, dans des *cottages* spécialement conçus et construits pour elles, et qui se consacreront à l'agriculture.

Dans les Nouveaux Mondes, le projet prendra une teinte différente. Aux projets utopistes qui ponctuent le mouvement de colonisation (par exemple le village de New Harmony de Robert Owen ou la communauté d'Icarie d'Étienne Cabet aux États-Unis) et aux initiatives des compagnies foncières qui tentent d'attirer les immigrants en leur construisant une maison et en défrichant quelques acres (ce qui fut le cas, notamment de la Holland Land Co aux États-Unis et de la Canada Land Co, dans le Haut-Canada), s'ajoutent bientôt de véritables programmes de colonisation dirigés, associant l'Église, l'État, les compagnies de transport et les compagnies foncières, que certains rêvent même de placer sous la juridiction directe de la métropole. Ce fut le cas, notamment, de J. F. Boyd, qui propose la mise en œuvre d'un vaste projet de colonisation dans les Prairies canadiennes, les fameux Territoires du Nord-Ouest, à être entièrement pris en charge par l'État et capable d'assurer le transfert de 200 000 personnes de tous âges par année, dont 150 000 au moins seraient des adultes et dont seuls les plus démunies seraient sélectionnées, préférence étant donnée aux familles. L'heure étant encore au laisser-faire économique, le projet tournera court, mais montrera jusqu'où ira la montée du nouvel impérialisme britannique.

Quant au Québec, il s'engagera lui aussi dans cette forme de colonisation, mais comme en Grande-Bretagne, il en laissera l'initiative à des intérêts privés, l'Église catholique, notamment, et les Sociétés de colonisation. Lancé dans le dernier quart du XIX^e siècle, le projet fera des plateaux des « colonies » du Québec de base, appelées à servir d'exutoire au surplus démographique des basses terres (alors que les densités rurales y sont décroissantes!) et à fournir aux villes laurentiennes leurs ressources, mais sans qu'elles deviennent jamais des « dominions » comme les autres colonies de l'Empire, ou, en ce cas, des « provinces » au sens strict, dotées de pouvoirs qui leur soient propres. Ce n'est qu'avec la crise des années 1930 que l'État jouera un rôle plus direct, en empruntant d'ailleurs sa propagande aux promoteurs du XIX^e siècle.

Faut-il le rappeler : même au Québec, on a recherché l'immigrant britannique. Par ailleurs, c'est par opposition à la propagande fédérale et à celle du Canadien Pacifique en faveur du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest, surtout, qu'on a fait la promotion de certaines régions des Laurentides, et non par réaction à l'Ouest américain. Certaines, telle la vallée de l'Outaouais, sont devenues « notre grand Nord-Ouest provincial », d'autres, tel le Lac Saint-Jean, « le grand Nord-

Est du Canada ». En ce cas, les influences sont venues de l'Ontario et des provinces Maritimes, aux prises elles aussi avec la concurrence de l'Ouest, qui leur enlevait également une importante partie de leur population. Ces concurrences n'ont pas été propres au Canada ou au Québec. Même aux États-Unis, la côte Est américaine a éprouvé des difficultés similaires. Quant aux États du Sud, ils ont surtout compté sur les compagnies de chemin de fer du Nord et du Centre pour faire le plein d'immigrants et stimuler leur agriculture, à partir des contingents qui, chaque année, allaient congestionner les villes de Nouvelle-Angleterre et du Mississippi. Autrement dit, à problème similaire, réponse semblable, à cette différence près que, pour le Québec, la référence devient l'Ouest canadien et, pour les États du Sud, le riche pays *yankee* et le vieil Ouest américain.

Bref, s'il y a eu des manières différentes de présenter la colonisation, il semble n'y avoir eu qu'une seule grande matrice de référence, dont les pièces ont pu être agencées différemment et enrichies au fil du temps, selon les motivations, les auditoires ou les nécessités du moment, mais dont les attributs sont restés suffisamment les mêmes pour que l'on puisse les rattacher à la même structure et aux mêmes sources. Le démontre la teneur des guides et des monographies publiés tout au long du XIX^e siècle et même au XX^e siècle pour promouvoir les terres neuves. Le démontrent aussi les traités qui, périodiquement, paraissent après les années 1840 : quels que soient leurs auteurs ou l'endroit de leur publication, tous font bonne place aux propositions de Wakefield, ainsi qu'aux théories économiques des auteurs britanniques. C'est dire la puissance de l'influence britannique, qui se fait sentir partout où existent des terres à coloniser ou des ambitions colonisatrices. On comprend mieux, dès lors, pourquoi elle a été si présente au Québec, où elle a également composé avec les influences canadienne, américaine et française.

Comment expliquer ce mimétisme?

LE POUVOIR DE LA PROPAGANDE BRITANNIQUE

Bien que la Grande-Bretagne soit entrée tard dans l'ère des grandes explorations, elle s'engage rapidement dans le processus de colonisation grâce aux écrits de ses explorateurs et de ses théoriciens. Ils firent connaître les découvertes espagnoles en Europe, en plus de participer aux expéditions huguenotes. La principale contribution de ces individus, cependant, fut moins de promouvoir la colonisation que d'en définir les principes. Ils ont été à l'origine d'une littérature d'action et de persuasion qui a présenté en des termes simples les expéditions, en suggérant divers arguments susceptibles d'encourager l'émigration et la colonisation.

Bien décrite par Howard Mumford Jones (1946), cette littérature intègre cinq grands thèmes. Le premier donne une profondeur vertueuse à la colonisation : comme les Grandes découvertes ont montré des segments de l'humanité restés dans l'enfance, ce sera le rôle de la vieille Europe et, en particulier, de l'Angleterre de les amener à la civilisation, même s'il faut, pour cela, combattre les Espagnols. Cette mystique politique aura une double exigence : celle d'abord de réduire la marine espagnole – d'où la nécessité de se doter d'une flotte puissante –, et celle ensuite de réduire le commerce espagnol, par la création de nouvelles routes de commerce centrées sur l'Angleterre, que la marine anglaise pourra ensuite protéger contre les pirates et les autres puissances européennes...

C'est le deuxième thème en importance de la littérature de colonisation des XVI^e et XVII^e siècles, qui fait des colonies des instruments économiques de l'Angleterre. Ce sera sa destinée d'accéder aux richesses que Dieu a placées sur la Terre et de les rendre disponibles aux autres nations par le commerce, ce qui accroîtra la richesse du pays et, en plus, lui assurera le respect.

Le troisième thème fait des colonies des exutoires pour les présumés surplus démographiques du royaume : on y enverra les indésirables : prisonniers, enfants défavorisés et jeunes femmes menacées par le vice, qui profiteront du nouvel environnement pour se racheter ou se bâtir une vie meilleure. En outre, comme la fille doit ressembler à la mère, il faut que l'Angleterre y dirige aussi des personnes « utiles » et « de bon caractère », c'est-à-dire des représentants de tous les métiers, laboureurs, soldats, marchands, marins, artisans de toutes sortes, qui trouveront là des moyens nouveaux de faire vivre leur famille. Quant aux réfugiés religieux, ils jouiront d'un endroit sûr où pratiquer leur foi. Ce sera autant d'acquis pour la paix et l'équilibre internes du royaume.

Le quatrième thème fait de la conquête de terres déjà « occupées » par les autochtones et qui sont peut-être même celles de l'empereur de Chine, la volonté de Dieu, qui les a réservées aux Anglais. Ce n'est léser personne que de prendre des terres non « utilisées », ce qui est le cas des 'Indiens' qui ne font qu'y passer. Ce sera donc la mission des Anglais d'obéir à la parole de Dieu. Un nouveau Canaan leur est offert ; qu'ils soient donc les successeurs du Peuple élu et qu'ils combattent les idolâtres comme l'ont fait les anciens juifs. N'en ont-ils pas reçu l'ordre direct du Tout-Puissant ?

Quant à savoir si l'on peut commercer sur l'ignorance d'un peuple encore dans l'enfance, les auteurs sont unanimes : comme les Indiens ne peuvent être convertis sans l'aide de l'homme, c'est par le commerce et la marchandise qu'il faut tenter d'atteindre leur âme. Il revient donc aux Anglais d'acheter « les perles de la terre » pour vendre « celles du ciel ».

La France ne sera pas en reste. C'est par un recours à des arguments semblables que ses premiers propagandistes ont tenté de convaincre le roi de soutenir plus activement la colonisation. S'adressant à la cour, ils l'implorèrent de se lancer elle aussi dans l'aventure, en se montrant rassurants quant aux possibilités d'incursions espagnoles : la colonie est trop éloignée des côtes pour que l'Espagne présente une quelconque menace, auquel cas on l'accueillera comme il se doit. D'autres valorisent les richesses du Nouveau Monde, qui autorisent tous les espoirs. D'autres encore décrivent les modalités d'établissement et font miroiter les possibilités d'aisance et même d'enrichissement du futur colon et, surtout, de ceux qui le dirigeront. Et comme leurs homologues anglais, les propagandistes français insistent pour que les colons disposent des vertus nécessaires, par des appels à la patience, au travail et à la détermination.

Par la suite, cependant, conquêtes aidant, le discours devient de plus en plus 'britannique' et reste très proche des thèmes abordés au cours des siècles précédents, orienté surtout vers les nécessités et les vertus de l'émigration. Ainsi, quand Thomas Robert Malthus suggère, en 1798, d'avoir recours à l'émigration pour résoudre les difficultés posées par la « trop forte » croissance de la population, il ne fait que relayer les vues des propagandistes des siècles précédents, qui avaient fait des colonies des endroits où envoyer les surplus démographiques du pays. Jusqu'en 1815, cependant, peu est fait pour stimuler le mouvement, la perte d'émigrants étant perçue comme une menace à la sécurité et à la stabilité économique du pays. Ce n'est qu'à partir de 1815 et, surtout,

de 1830 que le discours en faveur de l'émigration devient plus systématique, influencé par les réflexions scientifiques de la fin du XVIII^e siècle. Elles fourniront leurs arguments à ceux qui voient dans l'émigration une solution aux problèmes de pauvreté et de chômage suscités par la croissance démographique et les crises de l'économie. Grâce à ces départs, on pourra non seulement maintenir l'ordre existant, mais également construire la nouvelle économie. En même temps, on associe le bonheur au libre-échange économique et aux promesses de la science et de la morale victoriennes, ainsi qu'au respect des valeurs et des traditions britanniques. Enfin, on lie plus étroitement émigration et colonisation, seule façon de se doter de partenaires capables d'acheter les produits britanniques et de rentabiliser le capital, dont le principal problème, au XIX^e siècle, reste le manque de main-d'œuvre. Et, comme l'heure est aux mouvements de masse et que l'émigration elle-même devient un marché, c'est dire la vigueur avec laquelle on tente de convaincre la population d'émigrer, non seulement pour se bâtir un avenir meilleur, mais aussi pour reconstruire l'empire, mis à mal par la Révolution américaine et les guerres avec la France.

À l'appui de ceux qui tentent de convaincre les politiciens et, plus largement, le corps social des bienfaits de « l'émigration colonisatrice », se profilent tous ceux qui militent en faveur d'une approche plus « scientifique » du problème, fondée sur les acquis de la science et les principes de laisser-faire introduits par les théoriciens de l'économie. L'un des plus ardents défenseurs de cette position est Edward Gibbon Wakefield, dont on a dit déjà qu'il avait grandement influencé la politique britannique en matière d'émigration et de colonisation. Pour lui, la colonisation réussie est celle qui introduit un équilibre entre la terre, le capital et le travail. Il suggère donc de vendre les terres à un prix « suffisant » déterminé par les besoins en main-d'œuvre des colonies, afin d'inciter l'émigrant à y rester assez longtemps pour accumuler l'argent nécessaire à son remboursement. Quant aux sommes ainsi obtenues, elles serviront à assurer les coûts de transfert des émigrants, qui fourniront aussi la main-d'œuvre dont les colons ont besoin pour exploiter leur ferme. De plus, pour s'assurer de cohortes de qualité, Wakefield propose de les sélectionner au départ, afin de les faire mieux correspondre aux besoins des colonies. Enfin, il suggère des établissements groupés, pour éviter la dispersion néfaste des colons dans des endroits difficiles à défendre.

Les idées de Wakefield sont exposées dès le tournant des années 1830, reprises bientôt par tous ceux qui rêvent d'un développement plus rationnel des colonies. L'élan est donné! Bien que l'ère de la colonisation « systématique » ne dure que quelques décennies, remplacée fasse place à une ère de laisser-faire économique, qui donne toute sa place aux initiatives individuelles et bénévoles, c'est par une argumentation très semblable à celle de Wakefield que les propagandistes britanniques voudront convaincre l'émigrant de partir, un projet auquel tous les groupes influents de la société voudront également s'associer.

Grâce à l'émigration, disent-ils, on pourra non seulement maintenir l'ordre existant, mais également construire la nouvelle économie. En même temps, ils associent le bonheur au libre-échange et aux promesses de la science et de la morale victoriennes, ainsi qu'au respect des valeurs et des traditions d'origine. Surtout, ils lient plus étroitement émigration et colonisation, seule façon de se doter de partenaires capables d'acheter les produits britanniques et de rentabiliser le capital, dont le principal problème, au XIX^e siècle, reste le manque de main-d'œuvre. Et, comme l'heure est aux mouvements de masse et que l'émigration elle-même devient un marché, c'est dire la vigueur avec laquelle ils tentent de convaincre la population d'émigrer, non seulement pour se bâtir un avenir meilleur, mais aussi pour reconstruire l'empire, mis à mal

par la Révolution américaine et près d'un quart de siècle de guerres intermittentes avec la France. « Greater Britain, but Britain all the same », répètent bientôt tous les propagandistes, à la suite de Sir Charles Dilke.

Plus qu'aux gentilshommes ou aux bourgeois, c'est à l'homme ordinaire, désormais, que l'on s'adresse, en appliquant le concept de « Terre Promise » (jusque-là réservé à la seule Amérique) à tous les endroits où il est possible d'établir des colonies de peuplement. En même temps, on fait place aux propositions formulées depuis le XVI^e siècle (vertu, renommée, mission divine destinée manifeste, etc.), auxquels ils ajoutent des références nouvelles empruntées à la science victorienne (idées de progrès et de bien-être matériel autorisés par les nouvelles machines), aux idéaux républicains (notions de liberté, d'indépendance), aux théories nouvelles sur l'économie (idées de bonheur et de prospérité qu'entraîne le libre-échange) et aux mouvements religieux ou philanthropiques (idées de régénérescence au contact des Nouveaux Mondes, d'ubiquité de la race humaine, qui impose d'étendre la civilisation chrétienne; des obligations envers la famille, etc.). Enfin, tout en misant sur le rêve d'aventures et de grands espaces qui stimule l'imaginaire des masses, on rappelle que l'immigrant devra aussi respecter les règles qui ont fait la gloire de sa race : le respect des lois et de l'autorité; des qualités de travail, de sobriété et de persévérance; et le sens du sacré. Quant aux destinations qu'il devra privilégier, ce sont celles que lui dicte sa conscience et que lui suggèrent les « experts » (ceux qui « savent »), c'est-à-dire les colonies britanniques, de préférence aux États-Unis qui ne cherchent qu'à affaiblir la Grande-Bretagne.

Là, l'immigrant trouvera tous les avantages des États-Unis et même plus, car ces endroits sont aussi administrés selon le système parlementaire si prisé en Grande-Bretagne. Il y sera même plus heureux, parce que mieux protégé par la loi, elle aussi d'inspiration britannique. Surtout, ces endroits sont 'civilisés' et beaucoup plus 'sûrs' que l'Ouest américain. Il n'y a ni taxes, ni *Poor rates*, ni dîmes. Exception faite des inévitables difficultés du début, il n'y aura donc aucun obstacle au succès des immigrants, pourvu qu'ils se montrent sobres, honnêtes, persévérants et travailleurs.

LES RELAIS OUTRE-MER

Cet appel aura de profondes répercussions dans les colonies, où les propagandistes adoptent des propos très similaires à ceux de leurs homologues britanniques. Aux qualités des terres d'accueil correspondent des promesses équivalentes, qui en font des destinations de choix pour l'immigrant. En même temps, comme le marché de l'immigration est lucratif, on multiplie les comparaisons avec l'Ailleurs, pour que de ces images chocs naisse l'idée d'une terre comparable à un éden, forgé aux qualités de l'un, mais sans les défauts de l'autre. Surtout, on cherche à détourner l'émigrant de la destination américaine, ce qui est particulièrement le cas au Canada.

Ainsi, il n'y a pas que les prairies américaines qui sont « gentiment ondulées », celles du Grand Nord-Ouest canadien et des Laurentides le sont également. De même, si l'Australie est par endroits un « désert », son climat est souvent dit supérieur à celui de l'Angleterre. En Géorgie et dans les Cantons de l'Est, on le compare à celui du Sud de la France ; au Texas, il rappelle celui de l'Italie. Quant à ceux qui croient que la chaleur des étés australiens, américains ou sud-africains ne peuvent convenir à la constitution britannique et plus largement européenne, ou qu'ils favorisent les « fièvres intermittentes », on leur dit qu'ils sont beaucoup plus diversifiés qu'il n'y paraît et que, s'il existe des endroits insalubres, ailleurs, l'air est sec et sain, et convient

parfaitement à ceux qui souffrent de faiblesse pulmonaire. C'est le même argument qu'adoptent les propagandistes canadiens pour banaliser les contraintes de l'hiver et le présenter comme un facteur de longévité, le plus inusité demeurant celui de Charles Grece qui reconnaît que, dans les environs de Québec, les hivers sont plus froids, mais qui en diminue les rigueurs en rappelant que Sa Majesté a quand même choisi d'y établir le siège de son gouvernement.

Dans ce contexte, les décalages temporels importent peu. Comme le discours suit de près l'évolution des fronts pionniers, il arrive que des thèmes, restés inexploités, entrent en vogue avec l'organisation du territoire et l'apparition des premiers spéculateurs et ce, même après l'obtention d'un nouveau statut politique. De même, rares sont les propos qui, initialement plus réservés, ne s'enflent pas par la suite d'images plus percutantes, destinées à faire vendre plus rapidement les terres des commanditaires. On trouve un exemple de ce processus dans le recours à certaines comparaisons. Ainsi, nombreux sont ceux qui, au XIX^e siècle, voient dans la campagne anglaise un « jardin ». Quoi de mieux pour convaincre l'émigrant britannique de venir s'établir à l'endroit dont on parle ? On en retrouve la trace dès les années 1830 au Canada, les années 1840 aux États-Unis, et au tournant du XX^e siècle dans les colonies australes et chez les auteurs francophones du Québec, soit bien après la Confédération canadienne. Il en va de même de l'expression « grenier » (à blé ou à grains), qu'on utilise dès le milieu des années 1840 pour vanter la fertilité des terres dans le Haut Mississippi, mais seulement dans les années 1880 dans l'Ouest canadien. Au tournant du XX^e siècle, on la retrouvera dans le matériel de promotion du Lac Saint-Jean, dont on fait le grand grenier à blé de l'Est du Canada. Enfin, c'est par une référence à la culture des fruits, du melon notamment, que l'on confirme la qualité des sols et du climat, et ce, tant aux États-Unis que dans les colonies britanniques et au Québec.

Enfin, aux démonstrations les plus diverses prises pour décrire les avantages des colonies s'ajoutent également tous les commentaires quant au caractère noble et patriotique d'un projet qui doit rester fidèle aux valeurs et aux traditions d'origine. Trahir cette obligation, c'est se condamner à l'échec ou, pire encore, à la déchéance et au rejet. D'où les qualités personnelles demandées à l'immigrant, qui doit être également respectueux des lois et de l'autorité, d'autant plus que son nouveau gouvernement est l'un des meilleurs qui soient dans le monde civilisé et que ceux qui l'élisent sont des citoyens respectables. En Grande-Bretagne et dans les colonies britanniques, cette fidélité devra aller à la couronne et aux institutions britanniques ; aux États-Unis, à la Constitution ; et au Québec, aux valeurs de la vieille France « catholique et civilisatrice » d'Ancien Régime, puisque, depuis la Révolution, la nouvelle a trahi sa mission historique.

Autrement dit, la référence peut changer et le contexte géopolitique être différent, le principe d'allégeance aux valeurs d'origine reste le même, ce qui fait du discours québécois sur la colonisation un discours très semblable à celui qui s'applique aux autres destinations. Non seulement présente-t-il lui aussi ses espaces à coloniser comme de véritables « Terres promises », capables de régénérer l'âme et le corps, et des lieux de recommencement pour tous ceux qui rêvent de liberté, de succès et de bonheur, mais il fait de la colonisation un remède aux difficultés de l'époque, bénéfique autant au colon qu'à la province tout entière et susceptible même de préserver la « race » française en Amérique.

ET QUAND À SON TOUR L'ON RECHERCHE L'AUTRE...

Dès 1855, le représentant du Canada à l'Exposition de Paris, Joseph-Charles Taché, plaide en faveur d'une immigration française au Canada, regrettant que les Français attribuent trop souvent aux Américains ce qui se fait de bon en Amérique. Son appel ralliera bientôt tous les propagandistes de l'époque, qui l'étendront non seulement aux Français mais aux Belges et aux Suisses, en faisant du Canada « la Terre promise du cultivateur ». Bien plus, ils solliciteront l'appui d'auteurs européens pour préparer des brochures destinées à leurs compatriotes. C'est le cas, par exemple, de l'abbé P. J. Verbist qui publie en 1872 une brochure à l'intention des Belges et des populations d'Alsace-Lorraine, malmenées par la guerre de 1870. Lui-même se présente comme « missionnaire » au Canada, mais c'est surtout à titre d'agent d'immigration pour la Belgique, l'Allemagne et la France qu'il écrit *Les Belges et les Alsaciens-Lorrains au Canada*, à la demande de Siméon Lesage, sous-ministre de l'agriculture au Québec.

Une dizaine d'années plus tard, une nouvelle campagne est lancée, en mettant cette fois à contribution des Européens établis au Québec, tels le journaliste, G. Vekeman de Sherbrooke, un 'ami' de l'Église, qui se dit « correspondant de plusieurs journaux belges », l'abbé J. A. Plantin, rattaché au diocèse d'Ottawa, Louis Passy et Pierre Foursin, et Auguste Bodard, qui deviendra le secrétaire général de la Société d'immigration française à Montréal. En même temps, le curé Labelle effectue un voyage en Europe, au cours duquel il tente de promouvoir le pays auprès des industriels et des capitalistes français et recruter des colons. Puis, c'est au tour de l'abbé J. B. Proulx et de Stanislas Drapeau de signer des textes destinés à faire connaître les avantages du Canada et du Québec aux émigrants de la France, de la Belgique et de la Suisse.

Comme leurs homologues britanniques du début du siècle, tous ces auteurs affirment leur désintéressement, en rappelant qu'ils ne sont pas là pour convaincre l'immigrant d'émigrer, mais pour lui donner l'information la plus exacte possible sur le pays. S'adressant aux artisans, manufacturiers et cultivateurs de métier qui veulent améliorer leur sort en rêvant d'une vie aisée et paisible, ils ont recours aux formules de Morris Birkbeck et William Cobbett, deux promoteurs britanniques établis jadis aux États-Unis, pour leur en présenter les avantages, en les prévenant, comme Benjamin Franklin autrefois, que le Canada n'est pas un pays de Cocagne, mais un pays de travail. Les termes pourront être différents d'un auteur à l'autre, mais le message reste le même.

Quant à la présentation de la province et de ses avantages pour les francophones d'Europe, elle est empruntée aux propagandistes canadiens et britanniques que les promoteurs du département de l'Agriculture et des Travaux publics connaissent bien. L'une de leurs réalisations les plus connues reste la brochure signée du sous-ministre Siméon Lesage, *La province de Québec et l'émigration européenne*. Citer ce nom, clame par exemple Vekeman, « c'est prouver que tous les documents reproduits plus loin sont exacts, honnêtes et sincères ». Il se réclamera aussi du ministre, Louis Archambault, qui signe la version anglaise de la brochure précédente, pour soutenir que la province « est la contrée qui offre aux colons sinon les plus grands avantages, du moins les avantages les plus immédiats et les plus certains ». Et comme Verbist, il entreprend une nomenclature connue, en ajoutant une présentation de chacune des grandes régions de colonisation.

S'adressant surtout aux familles de cultivateurs, les gens de métier et les artisans n'ayant pas ailleurs au Canada « les mêmes garanties de réussite », l'abbé Plantin, quant à lui, mentionne trois raisons qui militent en faveur de la province : « les curés ont partout une grande influence ;

il n'y a pas d'armée, pas de service militaire ; la population est honnête, paisible, de bon accord, partout pleine de sécurité ». Et, là, s'empresse-t-il d'ajouter, ce ne sont pas les terres qui manquent : la province est trois fois vaste comme la France et les lots s'y vendent « à très bas prix ». Il est vrai que l'hiver est plus rigoureux qu'en Europe, mais il est sain, comme le montre le caractère robuste de la population ; et si l'été est plus chaud, c'est un avantage, puisque « la récolte pousse rapidement et avec grande vigueur ». Le sol produit de tout en abondance ; la seule difficulté est qu'il faut d'abord le défricher, ce qui est une tâche « pénible et de grande difficulté ». Aussi suggère-t-il aux immigrants de déléguer d'abord un des leurs pour visiter le pays et y choisir une terre qu'il pourra préparer avant d'y faire venir le reste de la famille. Quant aux jeunes gens célibataires, ils feraient mieux de ne pas venir seuls, mais de se marier avant de partir, « car la vie de garçon loin de la famille, est toujours une vie d'ennui, privée d'avenir, surtout en pays étranger, où il ne faut aller que pour s'établir, se fixer pour toujours, s'occupant sérieusement de prospérer et de faire son salut et mettant les siens sur la même voie ». Encore là, les mots peuvent être différents, mais le message reste le même, semblable aux conseils prodigués autrefois par le clergé anglican et les sociétés de bienfaisance britanniques. Et Plantin de donner plusieurs exemples de succès, en signalant les possibilités offertes par « la société de lac Témiscamingue, province de Québec [qui] est prête à fournir de l'ouvrage à une cinquantaine de familles venant de France et lui étant présentées par le soussigné ». Quant à leurs chances de réussite, elles sont « prouvées » par l'état prospère de ceux qui ont immigré depuis deux siècles. Au Québec seulement, depuis 25 ans, « la population a doublé en nombre et a quadruplé ses ressources et ses richesses ». Il n'y a donc pas à hésiter : le voyage ne dure que « deux semaines » et ne coûte que « 200 francs ou un peu plus en 3^e classe ».

L'une des principales retombées de cette propagande sera d'attirer le capital français et belge au Québec. Ainsi, de 1870 à 1890, diverses compagnies foncières sont formées, dont la Compagnie Franco-Canadienne, la Compagnie de colonisation et de crédit des Cantons de l'Est et la Société belge canadienne. En dépit de leurs efforts, cependant, les propagandistes canadiens et leurs alliés belges ne parviendront qu'à attirer un nombre limité d'immigrants francophones au Québec. Il faudra attendre le milieu des années 1890 et, surtout, les premières décennies du XX^e siècle avant de voir leur nombre augmenter, et encore, puisque, au recensement de 1931, on ne compte que 10 000 Français, Belges et Suisses établis dans la province, où ils ne représentent respectivement que 3,4 %, 6,8 % et 1,4 % de ceux qui déclarent une origine européenne. Ainsi, comparés aux Suisses, dont l'effectif a triplé depuis 1911 – de 397 à 1 213 –, les Belges n'ont augmenté le leur que de 800 personnes à peine, de 2 103 à 2 927. Quant aux Français, leur progression reste inconnue, le recensement de 1911 les confondant avec la population d'origine. Mais il est vrai que, quand s'amorce la flambée de propagande canadienne en Europe, nombreux sont ceux qui en condamnent les exagérations, notamment dans les pays où la sollicitation directe était interdite ou du moins sévèrement contrôlée, en Allemagne et en Belgique notamment.

CONCLUSION

Que les propagandistes québécois et leurs alliés de la colonisation aient pu prendre ainsi exemple sur l'extérieur pour rédiger leur matériel de propagande n'enlève rien à l'originalité de leur discours, qui reste fondé sur les craintes et les volontés politiques, économiques et sociales de l'époque. Il serait faux de croire, cependant, qu'une fois ces objectifs admis, les partisans de la colonisation ont pu générer des propositions dégagées des influences environnantes. Au contraire, baignés comme ils l'étaient dans le discours ambiant, ils l'ont utilisé comme modèle, en

l'adaptant à leurs préoccupations du moment. D'où les similitudes de leurs propositions avec celles de leurs homologues anglophones de la province, dont plusieurs étaient des officiels britanniques, d'autres des pasteurs anglicans. L'influence première vient de là. Elle servira de structure d'accueil à celles qui viendront des provinces voisines, du Haut-Canada principalement, avec qui la province forme le Canada-Uni, ou de l'étranger, des États-Unis notamment, mais aussi de la France et des autres colonies britanniques, que les propagandistes québécois connaissent bien grâce aux journaux et à la circulation du livre. Loin d'être unique, ce processus a aussi été présent dans les autres sociétés coloniales. En relayant comme elles l'ont fait l'influence britannique, leurs élites ont donné forme à un discours imprégné de références qui resteront pendant longtemps de facture métropolitaine.

Comme l'ont montré les Cormaroff, le colonialisme, au XIX^e siècle, a pris plusieurs voies. L'une des plus efficaces a été de projeter sur les sociétés coloniales un discours qu'elles ont ensuite adopté pour promouvoir leurs propres projets de développement et éventuellement leurs références identitaires. Mais n'est-ce pas là justement l'essence même de l'histoire et de l'identité d'être ainsi construites à partir d'influences diverses ? Dans le cas particulier du Québec – mais est-il vraiment si « particulier »? – cela s'est traduit par la création de « colonies » dans des espaces appelés à servir les intérêts des villes et des populations des basses terres du Saint-Laurent : *Greater Quebec, but Quebec all the same!* Cela s'est traduit aussi par un discours qui a voulu faire de ces espaces des terres de bonheur et de recommencement pour les immigrants et la population québécoise elle-même, en lui demandant de rester – elle aussi – fidèle à ses origines. Surtout, cela s'est traduit par la création de nouveaux lieux d'identité pour une société investie d'une mission Providentielle très semblable à celle des Anglophones en Amérique.

Loin de banaliser l'expérience québécoise, ce mimétisme a donné ses véritables fondements à ce que l'on a appelé la « Québécoïté » : c'est-à-dire cette capacité d'intégrer les influences extérieures pour apprivoiser le territoire et en faire un lieu de survie et de prospérité pour tous ceux qui ont voulu garder foi en l'avenir. C'est en tout cas ce que suggère la littérature de propagande du XIX^e siècle. Elle montre que loin d'avoir vécu repliée sur elle-même et coupée du monde environnant, cette société a été, au contraire, une société de son époque, traversée par les mêmes désirs et les mêmes utopies que les autres sociétés coloniales et qui a vu dans les plateaux des lieux rêvés où implanter ses propres « Terres promises ». Il resterait à voir comment elle a réalisé son rêve et pourquoi ces anciennes régions de colonisation sont devenues des lieux d'identité pour ceux qui, aujourd'hui encore, persistent à définir l'identité québécoise par ses marges, comme si l'expérience historique québécoise n'avait été qu'un prolongement de la colonisation française dans la vallée du Saint-Laurent, sans égard aux changements survenus par la suite. Faut-il le rappeler, au Québec, comme dans le reste du Canada d'ailleurs, nombreux sont ceux qui croient encore que l'avènement de la modernité ne date que des années 1960 (Révolution tranquille). La propagande de colonisation n'est qu'un des nombreux indices qui montrent le contraire.

(1) Serge Courville est professeur retraité du département de géographie de l'Université Laval et membre associé du Centre interuniversitaire d'études québécoises. Titulaire d'une bourse Killam du Conseil des Arts du Canada, il a signé *Immigration, Colonisation et Propagande; du Rêve*

américain au rêve colonial (Québec, Éditions Multimondes, 2002). On y trouvera les références aux auteurs cités.